

## Centres des impôts : grand chambardement en vue

Trésoreries remplacées par des « accueils de proximité », fermetures de services. La direction annonce une concertation, assurant que « rien n'est figé »: Les syndicats montent au créneau.

Pourquoi ? Comment ?

### C'est quoi, le « nouveau réseau de proximité des finances publiques » ?

C'est une réforme annoncée par le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin. Mi-juin, une proposition de carte évoquait, au niveau national, la suppression de 989 des 1 626 trésoreries et centres des finances publiques de province, remplacés par des « accueils de proximité ». La réorganisation doit se dérouler sur trois ans.

### En Vendée, quelles pourraient être les conséquences ?

21 trésoreries maillent aujourd'hui le territoire, de L'Île-d'Yeu à La Châtaigneraie, en passant par Chaillé-les-Marais, Le Poiré-sur-Vie, Noirmoutier... Elles encaissent les recettes des communes, paient leurs dépenses, conseillent les maires. Elles accueillent également du public pour les impôts locaux ou les questions fiscales générales.



En mars dernier, les agents des Finances publiques en grève avaient manifesté devant la Cité Travot à La Roche-sur-Yon, pour protester contre la réforme.

CRÉDIT PHOTO : ARCHIVES

Suite page 2



En dehors des trois trésoreries yonnaises, toutes sont appelées à « **évoluer** », selon les termes d'Alfred Fuentes, directeur des Finances publiques en Vendée. Supprimées, elles laissent place à des « **services de gestion comptable** » moins nombreux (quatre). Des conseillers aux collectivités seront par ailleurs formés. La direction des Finances publiques promet le maintien d'un « **accueil de proximité** » dans toutes les communes concernées, sous forme de permanences dans les locaux existants, dans les maisons de service au public, en mairie...

La fermeture de guichets fiscaux est également annoncée. D'après une carte révélant une « **hypothèse d'organisation** », des services aux particuliers ou en entreprises seraient

en sursis aux Sables-d'Olonne, à Fontenay-le-Comte, aux Herbiers, à Challans et Luçon.

#### **C'est quoi, l'objectif ?**

Le directeur évoque notamment la « **nécessaire évolution** » du réseau : « **Aujourd'hui, nous avons de nombreux petits sites, qui emploient seulement trois ou quatre personnes.** » Il assure encore qu'il s'agit d'« **augmenter très largement le nombre de communes où la direction des Finances publiques apporte un service aux usagers** », en portant de 22 à 30 les communes disposant d'un accueil de proximité.

Mais une intersyndicale (FO, Solidaires, CGT et CFDT) dénonce un « **leurre** » dans ces « **points de contact [...] qui ne permettront pas de**

**rendre un service avec la même technicité que dans les services actuels** ». Dans un courrier, les syndicats appellent les élus à voter des délibérations s'opposant à ce qu'ils qualifient de « **service public low cost** ». Alfred Fuentes indique avoir reçu quatre délibérations depuis mars.

#### **Pourquoi le directeur vendéen des Finances publiques dit-il que « rien n'est figé » ?**

« **Nous sommes dans une période de concertation, qui va durer jusqu'à fin septembre-début octobre** », annonce Alfred Fuentes, qui prévoit d'échanger avec les élus locaux, départementaux, parlementaires... Le fonctionnaire l'admet : la première carte de restructuration du réseau

« **doit être améliorée** ». Notamment sur le maintien de services des impôts aux entreprises et aux particuliers. Pas d'espoir en revanche pour celui de Luçon, dont la fermeture n'est « **pas négociable** ». Une fois la concertation achevée, « **une carte définitive sera soumise à validation du ministère.** »

#### **Y a-t-il un impact sur l'emploi ?**

Quelque 800 agents des finances publiques sont employés en Vendée. Le directeur assure qu'il n'y « **aura pas de mobilité forcée** ». En mars lors d'une grève, les syndicats disaient craindre la suppression de 100 postes. Un chiffre qu'Alfred Fuentes ne peut « **ni confirmer ni infirmer** ».

Clémence HOLLEVILLE.